

23 décembre 2022

## **Niger : Point de situation sécuritaire d'avril 2021 à septembre 2022**

*Focus sur les régions de Tillabéri et Diffa*

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

Il se fonde en partie sur l'exploitation et l'analyse de la base de données publiée par *Armed Conflict Locations and Events Data* (ACLED), qui est également utilisée par le Bureau européen d'appui en matière d'asile (*European Asylum Support Office*, EASO) pour ses analyses sécuritaires. ACLED recense les incidents en lien avec la violence politique en exploitant et croisant des sources secondaires locales, nationales et internationales. Toutes ces sources sont référencées dans ledit document.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

|      |                                                                                  |    |
|------|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.   | Contexte sécuritaire et humanitaire au Niger .....                               | 3  |
| 2.   | Principaux acteurs .....                                                         | 4  |
| 2.1. | L'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) .....                                    | 4  |
| 2.2. | <i>Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin</i> (JNIM ou GSIM) .....                   | 4  |
| 2.3. | <i>Boko Haram</i> et l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO - ISWAP) ..... | 5  |
| 2.4. | Les Forces Armées Nigériennes (FAN) et internationales.....                      | 6  |
| 3.   | Nombre d'incidents violents : comparaison entre régions par trimestre .....      | 6  |
| 3.1. | Région de Tillabéri.....                                                         | 9  |
| 3.2. | Région de Diffa.....                                                             | 11 |
| 3.3. | Régions de Maradi et Tahoua .....                                                | 13 |
| 4.   | Types d'incidents violents.....                                                  | 14 |
| 5.   | Nombre de morts liés aux incidents sécuritaires.....                             | 15 |
| 6.   | Situation générale des personnes déplacées .....                                 | 16 |
| 7.   | Situation humanitaire.....                                                       | 17 |

**Résumé :** Point de situation sécuritaire au Niger à partir de l'exploitation de la veille sécuritaire d'Avril 2021– Septembre 2022, issue de l'utilisation de la base de données d'ACLED.

**Abstract :** Security situation in Niger based on the use of the April 2021 - September 2022 security watch from the ACLED database.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Contexte sécuritaire et humanitaire au Niger

Au cours des dernières années, plusieurs régions du Niger sont en proie à des violences commises par des groupes armés non-étatiques (GANE), présents dans le pays, au Sahel ou/et dans les pays voisins. L'année 2019 était marquée par « une recrudescence sans précédent des attaques terroristes », avec près de 120 attaques terroristes au Niger sur les 11 premiers mois de l'année 2019 alors qu'il y en avait eu 69 en 2018, selon les Nations Unies<sup>1</sup>. Elles indiquaient que le bilan de « la crise sécuritaire sur les frontières » du pays avait atteint « des chiffres jamais enregistrés », avec plus de 250 civils tués et plus de 250 enlèvements sur l'année<sup>2</sup>.

Ce sont en effet deux régions frontalières qui sont les plus touchées par les incidents sécuritaires, la région de Tillabéri à l'ouest du pays, frontalière du Mali et du Burkina Faso, et la région de Diffa à l'est, frontalière du Nigéria et du Tchad. Dans une moindre mesure, deux autres régions sont touchées par les incidents sécuritaires, celles de Tahoua (notamment en 2019<sup>3</sup>) et de Maradi (à partir de 2016<sup>4</sup>).

Dans la région de Tillabéri, des groupes djihadistes, affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou à l'Etat islamique (EI), ont su tirer profit « des désordres locaux engendrés par la crise malienne de 2012 » pour s'y implanter depuis<sup>5</sup>. Selon *International Crisis Group* (ICG), le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) et *Protection Cluster*, la situation sécuritaire dans cette région « se dégrade depuis des années » et a « continué de se dégrader tout au long de l'année 2019 »<sup>6</sup>. Cette situation sécuritaire dégradée dans la zone dite des « trois frontières » (entre le Niger, le Burkina-Faso et le Mali) est le fait du banditisme et de la circulation des armes, ainsi que des tensions intercommunautaires instrumentalisées par les groupes djihadistes<sup>7</sup>. Fin 2018 et en 2019, l'état d'urgence était décrété par le gouvernement nigérien dans au moins 8 voire 10 des 13 départements de la région de Tillabéri<sup>8</sup>.

Dans la région de Diffa, d'autres groupes djihadistes sont présents, à savoir des factions de *Boko Haram* (fondé en 2002 à Maiduguri dans l'Etat de Borno au Nigéria) depuis 2015<sup>9</sup>. Cette région a également connu un accroissement des violences et des incidents sécuritaires au cours de l'année 2019, notamment au premier trimestre et à l'été, le nombre d'incidents sécuritaires sur ces périodes dépassant les moyennes annuelles répertoriées depuis 2015<sup>10</sup>. Les tensions intercommunautaires, notamment du fait de l'accès aux ressources naturelles, y sont aussi présentes. L'ensemble de la région a été placée en état d'urgence depuis février 2015<sup>11</sup>.

Outre l'état d'urgence, les autorités et forces armées nigériennes ont adopté des mesures restrictives et lancé des opérations antiterroristes dans ces deux régions, au cours desquelles des exactions ont été dénoncées. Elles s'appuient dans ces opérations sur le soutien des armées régionales du G5 Sahel et occidentales (française via l'opération *Barkhane* et américaine) mais aussi sur des milices<sup>12</sup>.

Sur le plan humanitaire, les Nations unies estimaient en septembre 2019 que 2,3 millions de personnes, dont plus d'un enfant sur deux personnes, avaient besoin d'une aide humanitaire<sup>13</sup>. Près de 480 000 personnes étaient menacées par l'insécurité alimentaire « dans les régions touchées par la crise sécuritaire »<sup>14</sup>. A cette même période, il y avait environ 186 000 déplacés internes dans le pays ainsi que 246 000 réfugiés des pays voisins<sup>15</sup>. Quelques mois plus tard, en avril 2020, elles affirmaient que la ville de Diffa accueillait à elle seule 260 000 personnes « déplacées du bassin du lac Tchad »<sup>16</sup>.

<sup>1</sup> Le Monde, 27/11/2019, [url](#) ; Xinhua, 01/01/2020, [url](#)

<sup>2</sup> Nations Unies – OCHA, 26/09/2019, [url](#)

<sup>3</sup> AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#)

<sup>4</sup> AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#)

<sup>5</sup> International Crisis Group (ICG), 12/06/2018, [url](#)

<sup>6</sup> International Crisis Group (ICG), 12/06/2018, [url](#) ; Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 25/02/2020, [url](#)

<sup>7</sup> International Crisis Group (ICG), 12/06/2018, [url](#)

<sup>8</sup> Le Monde – AFP, 01/12/2018, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 26/09/2019, [url](#)

<sup>9</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#) ; Xinhua, 01/01/2020, [url](#)

<sup>10</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#) ; Sahelien.com, 15/08/2019, [url](#)

<sup>11</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#)

<sup>12</sup> Studio Tamani, 19/09/2022, [url](#)

<sup>13</sup> Nations Unies – OCHA, 26/09/2019, [url](#)

<sup>14</sup> Nations Unies – OCHA, 26/09/2019, [url](#)

<sup>15</sup> Nations Unies – OCHA, 26/09/2019, [url](#)

<sup>16</sup> France Info – AFP, 06/04/2020, [url](#)

## 2. Principaux acteurs

### 2.1. L'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS)

L'État islamique au Grand Sahara (EIGS) constitue la branche sahélienne de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State's West Africa Province*, ISWAP, *infra*)<sup>17</sup>. Il a été fondé par Adnane Abou Walid al-Sahraoui, ancien porte-parole du MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) et ancien membre d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)<sup>18</sup>.

Le groupe mène des activités terroristes surtout dans la région des "trois frontières", soit au Mali, au Niger et au Burkina Faso<sup>19</sup>. Adnane Abou Walid al-Sahraoui est tué par les forces françaises de l'opération *Barkhane* le 15 septembre 2021 au nord-est du Mali<sup>20</sup>. Un haut responsable du groupe, Oumeya Ould Albakaye est arrêté le 12 juin 2022 dans le district d'Ansongo, également par les forces françaises au Mali<sup>21</sup>.

L'EIGS exploite également les tensions dans la région, et notamment la rivalité entre les nomades et les agriculteurs avec le prisme ethnique et communautaire<sup>22</sup>. Le groupe djihadiste est particulièrement présent dans la région de Tillabéri ainsi que dans la région de Tahoua<sup>23</sup>.

### 2.2. Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM ou GSIM)

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a été créé le 2 mars 2017 par son chef Iyad Ag Ghali. Il s'agit d'une coalition formée d'éléments d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) présents dans le Sahel, notamment d'*Ansar Eddine*, d'*Al-Mourabitoun*, la *Katiba Macina* et d'autres groupes. Le groupe djihadiste proclame être la représentation de la branche officielle d'Al-Qaïda au Sahel. Leurs membres mènent des opérations dans tout le Mali, au Burkina Faso et au Niger par des attaques complexes, des assassinats et l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) contre les forces armées nationales et internationales<sup>24</sup>. Ces attaques sont revendiquées par l'intermédiaire de son organe de communication, *Al Zalaqa*<sup>25</sup>.

Son objectif est d'imposer sa version de la loi islamique, de s'enrichir en s'octroyant les ressources naturelles présentes dans la région et en imposant le versement de la *zakat* (impôt islamique) aux populations locales. Le GSIM maintient son allégeance à Al-Qaïda et vise à étendre la portée des groupes djihadistes dans le pays<sup>26</sup>. Il est l'auteur de nombreuses attaques contre les forces locales et internationales au Niger, principalement dans la région de Tillabéri.

Une analyse du Centre d'Etude Stratégique de l'Afrique (CESA) indique que le groupe est considéré à tort comme une entité opérationnelle à part entière, car le GSIM regroupe en réalité plusieurs groupes islamistes militants dont les chefs, organisations et objectifs diffèrent<sup>27</sup>.

Le groupe a mené des attaques particulièrement à l'ouest de la région de Tillabéri et à proximité de la frontière avec le Burkina Faso entre avril 2021 et septembre 2022<sup>28</sup>.

---

<sup>17</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 16/09/2021, [url](#) ; PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, [url](#)

<sup>18</sup> LCI, 16/09/2021, [url](#)

<sup>19</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, [url](#)

<sup>20</sup> Radio France Internationale (RFI), 16/09/2021, [url](#)

<sup>21</sup> International Crisis Group (ICG), Crisis Watch, s.d., [url](#)

<sup>22</sup> LCI, 16/09/2021, [url](#)

<sup>23</sup> ACLED ; International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 16/09/2021, [url](#)

<sup>24</sup> Union Européenne, European Council Foreign Relations (ECFR), s.d., [url](#)

<sup>25</sup> Nations Unies, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 04/10/2018, [url](#)

<sup>26</sup> Union Européenne, European Council Foreign Relations (ECFR), s.d., [url](#)

<sup>27</sup> EIZENGA Daniel et WILLIAMS Wendy, Centre d'Etude Stratégique de l'Afrique (CESA), 12/2020, [url](#)

<sup>28</sup> ACLED ; PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, [url](#)

### 2.3. *Boko Haram et l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO - ISWAP)*

La mouvance *Boko Haram*<sup>29</sup> (terme récusé par ses adeptes, mais utilisé par la presse occidentale) est fondé en 2002 à Maiduguri, dans l'Etat de Borno, un Etat nigérian frontalier du Niger. *Boko Haram* est présent au Niger, plus particulièrement dans la région de Diffa au sud-est depuis 2015<sup>30</sup>.

En 2016, le mouvement djihadiste se scinde en deux factions :

- le Groupe sunnite pour la prédication et le djihad (*Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati wal-Jihad*, JAS), une faction dirigée par Abubakar Shekau, de 2016 jusqu'à sa mort en juin 2021, qui a porté allégeance à plusieurs reprises à l'Etat Islamique (EI) et son calife Abu Bakr al-Baghdadi<sup>31</sup>. Depuis sa mort, elle serait dirigée par Bakura Modu, dit *Sahaba*, leader du *Groupe Bakura*, une autre faction de *Boko Haram* mais qui a toujours été fidèle à Abubakar Shekau<sup>32</sup>.

- l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State's West Africa Province*, ISWAP ou EIAO), une faction créée également en 2016, dirigée par Abou Musab Al-Barnaoui (ou al-Barnawi) qui a été reconnu comme le leader de la « franchise » ouest-africaine de l'EI, au détriment d'Abubakar Shekau<sup>33</sup>. Abou Musab Al-Barnaoui est tué en août 2021. Des mois plus tard, en mars 2022, *International Crisis Group* (ICG) affirmait que « la confusion règne quant à l'identité du *wali* (gouverneur) » de l'ISWAP<sup>34</sup>.

Selon des observateurs, le fait que des civils aient été indistinctement pris pour cible constitue l'une des principales causes de la scission de *Boko Haram* en deux factions, ainsi que le recrutement et le recours à des enfants-soldats<sup>35</sup>. L'ISWAP (ou EIAO) tente de se distinguer stratégiquement et opérationnellement de la faction JAS, en évitant de viser les civils et en menant la plupart de ses attaques contre les forces militaires et les agents gouvernementaux<sup>36</sup>. Toutefois, des pertes au sein des combattants de l'ISWAP en 2022 ont montré que la faction recrutait des jeunes garçons et que sa stratégie de ne pas cibler les civils « avait détourné l'attention » de ces recrutements<sup>37</sup>.

Le JAS demeure réputé plus violent que l'ISWAP, en menant des attaques systématiques contre les civils musulmans et chrétiens ainsi que contre les militaires. Beaucoup de ses membres, dont des femmes et enfants, ont été enlevés puis enrôlés de force<sup>38</sup>. Le JAS est particulièrement implanté autour du Lac Tchad<sup>39</sup>.

L'ISWAP, longtemps connu pour mener des attaques moins fréquentes mais plus importantes et concentrées sur des cibles militaires, serait considérée comme la faction la plus active à proximité de la frontière entre le Niger et le Nigéria<sup>40</sup>.

En outre, selon Vincent Foucher<sup>41</sup>, le terme *Boko Haram* est problématique et ne devrait plus être utilisé, car il participe à rendre invisible l'ISWAP, des sources ne faisant pas la distinction entre les différentes

---

<sup>29</sup> NDLR : Nous utilisons ce nom alors que le groupe se définit comme la Jamaatu Ahlis Sunna Liddaawati Wal Jihad, le « groupe pour la propagation des enseignements du prophète et le djihad ». Le groupe où Boko Haram trouve son origine est connu comme les « Talibans du Nigeria » en 2003. Après l'épisode de Kanama, il est désigné sous le nom de la Yousufiya, la confrérie de Yusuf jusqu'en 2009. Dans les vidéos de 2015, il se définit comme la Wilaya d'Afrique de l'Ouest. En octobre 2015, il semble que seule une faction conserve le nom de Jamaatu Ahlis Sunna Liddaawati Wal Jihad. (DIDR, « Nigéria : Boko Haram après l'allégeance à l'Etat islamique (EI) (2015) », Ofpra, 03/09/2020, [url](#) ; COHEN Corentin, Afrique Contemporaine, p.75, [url](#))

<sup>30</sup> Xinhua, 01/01/2020, [url](#) ; Anadolu Agency (AA), 25/06/2022, [url](#) ; NDLR : voir notamment : DIDR, « Niger : Situation sécuritaire dans les régions de Tillabéri et de Diffa de janvier 2019 à mai 2020 », Ofpra, 18/05/2020, [url](#)

<sup>31</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#) ; Le Monde, 17/06/2021, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 20/06/2021, [url](#) ; FOUCHER Vincent, Afrique XXI, 09/09/2021, [url](#)

<sup>32</sup> Le Monde, 17/06/2021, [url](#) ; RFI, 20/06/2021, [url](#) ; International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>33</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#)

<sup>34</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>35</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#) ; Institute for Security Studies (ISS), 10/03/2022, [url](#)

<sup>36</sup> Institute for Security Studies (ISS), 28/05/2019, [url](#)

<sup>37</sup> Institute for Security Studies (ISS), 10/03/2022, [url](#)

<sup>38</sup> Nations Unies, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 06/07/2020, [url](#) ; International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>39</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>40</sup> FOUCHER Vincent, Afrique XXI, 09/09/2021, [url](#)

<sup>41</sup> NDLR : Docteur en sciences politique et chercheur au CNRS.

factions et les désignant souvent à tort par le terme générique de *Boko Haram*<sup>42</sup>. La plupart des sources font en effet référence à « *Boko Haram* » en désignant la faction du défunt Abubakar Shekau, le JAS.

Contrairement au GSIM et l'EIGS (du moins qui ne semblent pas s'affronter, notamment au vu des données recensées par ACLED) à l'ouest du Niger, les deux factions de *Boko Haram* sont rivales et s'affrontent parfois dans la région de Diffa au sud-est du Niger<sup>43</sup>. L'ISWAP s'est renforcé depuis l'été 2021, notamment avec la désertion d'anciens combattants du JAS, qui se sont rendus ou l'ont rejoint<sup>44</sup>. Il a « largement décimé » la faction rivale, étendant ainsi son influence dans la région transfrontalière. Toutefois, le JAS demeure actif et particulièrement résistant dans et autour du Lac Tchad, qui s'étend sur la région de Diffa<sup>45</sup>. Dans cette région, toutes les communautés ont des membres au sein des factions de *Boko Haram*, notamment en raison des tensions intercommunautaires provoquées par les difficultés d'accès aux ressources naturelles locales<sup>46</sup>.

## 2.4. Les Forces Armées Nigériennes (FAN) et internationales

Les forces nationales sont regroupées au sein des Forces de défense et de sécurité (FDS) nigériennes, dont l'un des corps majeurs (avec la Gendarmerie et la Garde Nationale) sont les Forces armées nigériennes (FAN)<sup>47</sup>. Ces dernières mènent des opérations antiterroristes depuis plusieurs années et ont parfois commis des exactions contre des civils dans le cadre de ces opérations<sup>48</sup>. Des opérations antiterroristes et antidjihadistes qui sont particulièrement menées dans les régions de Tillabéri et de Diffa. Les FAN se sont renforcées sur le terrain par l'achat de drones turcs en 2022<sup>49</sup>. Les Nations unies affirment à l'été 2022 que les « personnes qui sont soupçonnées de collaborer avec les forces de défense et de sécurité (FDS) sont agressées ou assassinées par les GANEs [Groupes Armés Non-Etatiques] » dans leurs zones d'influence<sup>50</sup>.

Les FAN s'appuient notamment sur le soutien d'armées internationales alliées, telles que l'armée française (en plus des armées étasuniennes et du G5 Sahel). Dans le cadre de l'opération *Barkhane*, environ 3 000 militaires français restent déployés au Sahel fin octobre 2022 après le retrait total du Mali, dont 1 730 au Niger qui demeure « un des principaux alliés de Paris »<sup>51</sup>. En début d'année 2022, de nouvelles bases opérationnelles des soldats français ont été établies dans le pays<sup>52</sup>.

La force multinationale mixte (FMM ; *Multinational Joint Task Force*, MNJTF), basée au Tchad et composée de soldats du Bénin, du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigéria, est également présente au Niger. Mise en place en 2015 pour lutter contre *Boko Haram*, elle dispose d'un Quartier général du secteur (opérationnel) n°4 dans la ville de Diffa au sud-est du pays<sup>53</sup>.

## 3. Nombre d'incidents violents : comparaison entre régions par trimestre

La synthèse suivante, ainsi que la carte, s'appuient sur les chiffres de la veille sécuritaire Niger produite par la DIDR couvrant la période du 1er avril 2021 au 30 septembre 2022 à partir de l'exploitation de la base de données de l'organisation *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED).

<sup>42</sup> FOUCHER Vincent, Afrique XXI, 09/09/2021, [url](#)

<sup>43</sup> NDLR : voir DIDR, « Niger : Situation sécuritaire dans les régions de Tillabéri et de Diffa de janvier 2019 à mai 2020 », Ofpra, 18/05/2020, [url](#)

<sup>44</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>45</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>46</sup> SEGNOBOS Christian, Le Monde, 03/01/2019, [url](#)

<sup>47</sup> ActuNiger, 29/09/2021, [url](#) ; Le Sahel, 04/04/2022, [url](#)

<sup>48</sup> NDLR : voir DIDR, « Niger : Situation sécuritaire dans les régions de Tillabéri et de Diffa de janvier 2019 à mai 2020 », Ofpra, 18/05/2020, [url](#)

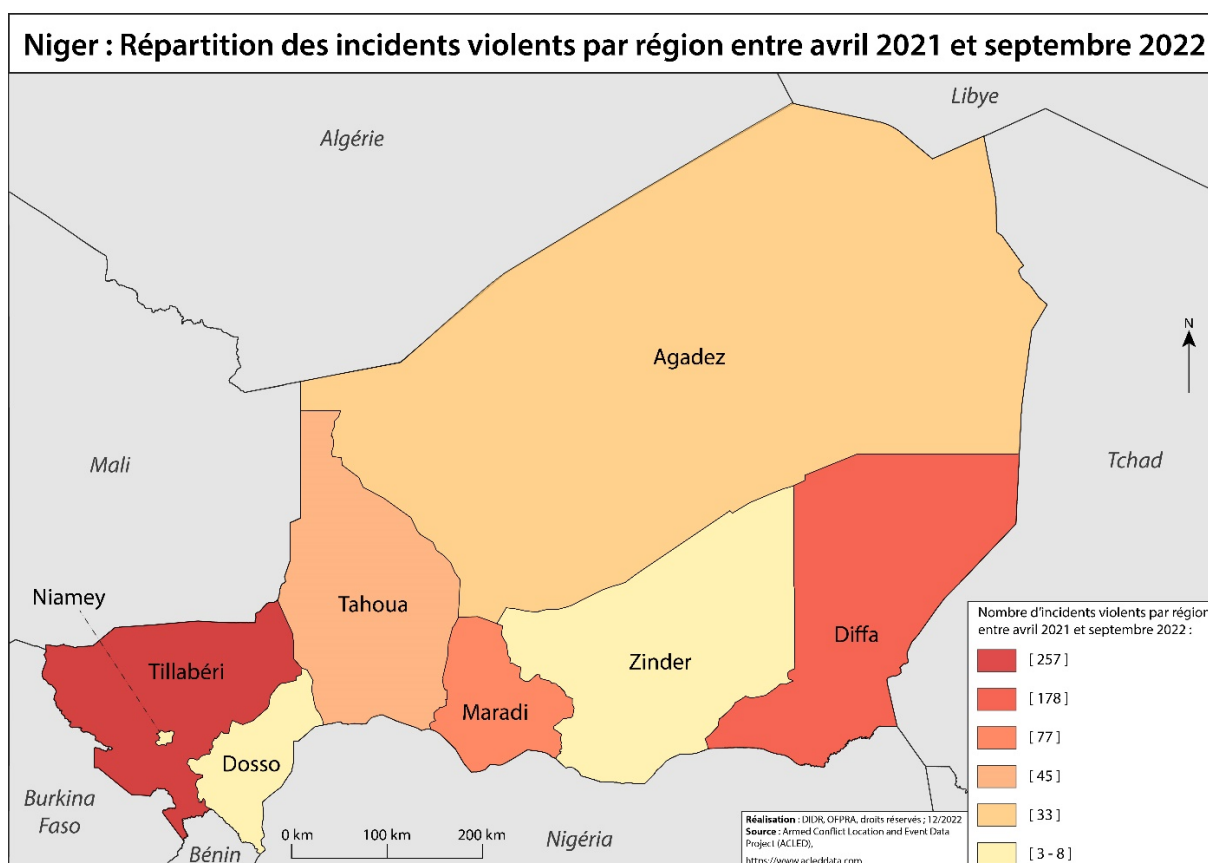
<sup>49</sup> Le Sahel, 04/04/2022, [url](#) ; France 24, 24/05/2022, [url](#) ; Xinhua, 21/10/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

<sup>50</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 08/2022, [url](#)

<sup>51</sup> Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

<sup>52</sup> France 24, 24/05/2022, [url](#)

<sup>53</sup> Force Multinationale Mixte – Multinational Joint Task Force (FMM–MNJTF), 04/09/2022, [url](#)



Répartition des incidents violents par région entre avril 2021 et septembre 2022

(DR : DIDR-OFPPRA, source : ACLED, extraction du 25/10/2022, [url](#))

| Nombre d'incidents violents par région et par trimestre | T2 2021   | T3 2021   | T4 2021   | T1 2022   | T2 2022    | T3 2022    | Total      | Total en % | Total 6 derniers mois | Total 6 derniers mois en % |
|---------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|-----------------------|----------------------------|
| Agadez                                                  | 2         | 0         | 3         | 3         | 10         | 15         | 33         | 5%         | 25                    | 9%                         |
| Diffa                                                   | 23        | 30        | 21        | 33        | 26         | 45         | 178        | 29%        | 71                    | 25%                        |
| Dosso                                                   | 0         | 0         | 1         | 0         | 3          | 4          | 8          | 1%         | 7                     | 2%                         |
| Maradi                                                  | 7         | 9         | 10        | 8         | 6          | 37         | 77         | 12%        | 43                    | 15%                        |
| Niamey                                                  | 2         | 0         | 0         | 1         | 1          | 3          | 7          | 1%         | 4                     | 1%                         |
| Tahoua                                                  | 5         | 6         | 8         | 4         | 8          | 24         | 55         | 9%         | 32                    | 11%                        |
| Tillabéri                                               | 38        | 29        | 49        | 37        | 51         | 53         | 257        | 42%        | 104                   | 36%                        |
| Zinder                                                  | 0         | 0         | 0         | 0         | 0          | 3          | 3          | 0%         | 3                     | 1%                         |
| <b>NIGER</b>                                            | <b>77</b> | <b>74</b> | <b>92</b> | <b>86</b> | <b>105</b> | <b>184</b> | <b>618</b> |            | <b>289</b>            |                            |

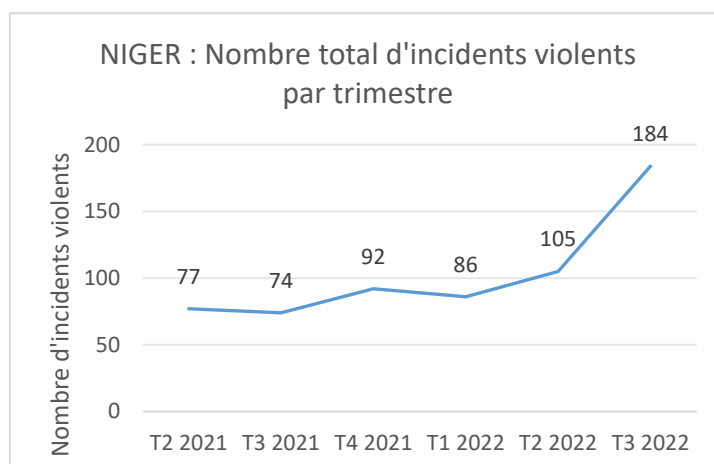
Nombre d'incidents violents au Niger par trimestre et par région

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), [url](#) ; Infographie: DIDR, OFPPRA)

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 30 septembre 2022, ACLED a recensé 618 incidents violents dans l'ensemble du pays. La majorité de ces violences se sont concentrées dans les régions de Tillabéri et de Diffa. Bien que dans une moindre mesure à ces deux régions, une partie assez importante des violences se sont concentrées dans les régions de Maradi et Tahoua<sup>54</sup>.

<sup>54</sup> ACLED

D'autre part, les données fournies par ACLED démontrent une tendance importante à la hausse des incidents sécuritaires en 2022, particulièrement à partir du deuxième trimestre de l'année 2022. En effet, 289 incidents violents ont été recensés au deuxième et troisième trimestre 2022, soit près de 47% des incidents reportés sur 18 mois. La hausse des incidents violents est particulièrement marquée sur le dernier trimestre, de juillet à septembre 2022, avec 184 incidents violents, soit près de 30% des incidents recensés par ACLED sur toute la période d'avril 2021 à septembre 2022<sup>55</sup>.



Nombre d'incidents violents au Niger par trimestre

(Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), [url](#); Infographie: DIDR, OFPRA)

Plusieurs sources confirment la multiplication des incidents sécuritaires au Niger depuis le début de l'année 2022<sup>56</sup>. Elles évoquent une « escalade de la violence », notamment au second trimestre dans la zone dite des « trois frontières » (Niger, Mali et Burkina Faso) en raison d'une forte recrudescence des attaques des groupes djihadistes<sup>57</sup>. De même au sud et surtout au sud-est du pays, au niveau de la frontière entre le Niger et le Nigéria, où la « violence s'est exportée sur le versant nigérien de la frontière »<sup>58</sup>. Les exactions « se multiplient dans toute la zone frontalière » en 2022, en particulier dans la région de Diffa<sup>59</sup>.

L'indice global de risque INFORM du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies, qui sert à évaluer et identifier les pays à hauts risques humanitaires, confirme cette tendance à l'accroissement de l'insécurité à la fin du troisième trimestre 2022 dans l'ensemble du pays. Les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa sont évaluées à un niveau de risque maximal<sup>60</sup>. Toutes les autres régions sont marquées par un indice global de risque élevé, celui de la région de Maradi étant, par ailleurs, très proche de celui de Tahoua (6,7 pour Maradi et 6,8 pour Tahoua)<sup>61</sup>.

Plus généralement, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, évoque en septembre 2022 une « urgence » quant à « la crise sécuritaire au Sahel » où « les groupes armés non étatiques consolident leur funeste emprise »<sup>62</sup>. En février 2022, Mathieu Pellerin (analyste Sahel à l'*International Crisis Group*, ICG, et chercheur associé de l'Institut français des relations internationales, Ifri) souligne qu'à l'ouest du Niger, « l'extension des activités djihadistes », « tant » de l'EIGS que du GSIM, est une dynamique « à l'œuvre depuis plusieurs années mais qui s'intensifie actuellement »<sup>63</sup>.

<sup>55</sup> ACLED

<sup>56</sup> France 24, 24/05/2022, [url](#) ; TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#) ; AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#) ; Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>57</sup> France 24, 24/05/2022, [url](#) ; TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#) ; Nations Unies, Conseil de Sécurité des Nations Unies, 02/06/2022, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>58</sup> AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#)

<sup>59</sup> AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#) ; Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>60</sup> Nations Unies - OCHA, 07/11/2022, [url](#)

<sup>61</sup> Nations Unies - OCHA, 07/11/2022, [url](#)

<sup>62</sup> Nations Unies, 22/09/2022, [url](#)

<sup>63</sup> PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, p.10-11, [url](#)

### 3.1. Région de Tillabéri

D'après les données d'ACLED, la région de Tillabéri est la région nigérienne la plus touchée par les incidents violents entre avril 2021 et septembre 2022. Plus de 250, précisément 257, incidents violents y ont été recensés sur cette période<sup>64</sup>.

ACLED a recensé des incidents violents dans presque tous les départements de la région de Tillabéri avec 12 des 13 départements concernés par plusieurs incidents violents. Parmi ces 13 départements, trois ont été particulièrement touchés avec plus de la moitié des incidents violents recensés dans la région en 18 mois. Il s'agit des départements de Torodi (60), Téra (42) ; deux départements frontaliers du Burkina Faso ; et de Banibangou (41), frontalier du Mali<sup>65</sup>.

Les Nations unies, notamment au second et troisième trimestre 2022, confirment que 12 des 13 départements de la région de Tillabéri sont confrontés à l'insécurité et « sont impactés » par les actions des « groupes armés » djihadistes qui y sont « très actifs »<sup>66</sup>. La grande région « enclavée » de Tillabéri, est en effet soumise à une forte pression de groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique (EI). Elle est le « théâtre depuis 2017 d'actions sanglantes », qui n'ont pas cessées entre avril 2021 et septembre 2022<sup>67</sup>.

Le nord de la région de Tillabéri est le « théâtre d'attaques lancées par les jihadistes sur les forces de sécurité » depuis plusieurs années ; des djihadistes de la branche locale de l'Etat islamique, l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS)<sup>68</sup>. Mais en 2021, une série de plusieurs massacres de civils, pour beaucoup membres de la communauté zarma (ou zarma-songhaï<sup>69</sup>), y ont été perpétrés par des combattants de l'EIGS<sup>70</sup>. Au moins neuf attaques et massacres ont eu lieu, entre autres, dans les départements de Banibangou, Bankilare, Ouallam, Téra et Tillabéri (départements de la région de Tillabéri)<sup>71</sup>.

Le 18 avril 2021 notamment, au moins dix-neuf civils ont été tués lors d'une attaque terroriste d'hommes armés à moto de l'EIGS dans le village de Gaïgorou, de la municipalité de Dessa au sein du département Tillabéri<sup>72</sup>. Quelques semaines plus tard, les 25 et 28 juillet, deux attaques ont été perpétrées sur les villages de Wiyé et Deykougou dans le département de Banibangou, faisant perdre la vie à 33 civils zarmas<sup>73</sup>.

D'une part, selon Corinne Dufka, directrice du Sahel à l'ONG *Human Rights Watch* (HRW) et d'autres spécialistes, des groupes islamistes armés « semblent mener une guerre » et « nettoyer des zones peuplées de civils hostiles » dans l'ouest du Niger<sup>74</sup>. D'autre part, selon HRW et ICG, les massacres en 2021, de civils zarmas en particulier, laissent craindre le développement de groupes d'autodéfense, milices ethniques et communautaires antidjihadistes, et que cela provoque « un cercle vicieux de tueries intercommunautaires »<sup>75</sup>. Cependant, selon ses dirigeants, la communauté peule est régulièrement stigmatisée comme proche des groupes djihadistes et victime d'exactions commises par des forces armées gouvernementales<sup>76</sup>.

Au mois de juin, les FAN, avec l'appui des forces françaises, ont infligé « de lourdes pertes à l'EIGS » puis le leader de la branche de l'Etat Islamique est tué au nord-est du Mali à la mi-septembre<sup>77</sup>. Mais les violences se poursuivent dans la région de Tillabéri. Selon OCHA, un premier « point culminant »

---

<sup>64</sup> ACLED

<sup>65</sup> ACLED

<sup>66</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Sahelien.com, 07/07/2022, [url](#)

<sup>67</sup> Voice of America (VOA) – AFP, 18/04/2021, [url](#) ; TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

<sup>68</sup> International Crisis Group (ICG), 12/06/2018, [url](#) ; International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#)

<sup>69</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 25/02/2020, [url](#)

<sup>70</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 17/09/2021, [url](#)

<sup>71</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>72</sup> Voice of America (VOA) – AFP, 18/04/2021, [url](#) ; France 24, 18/04/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>73</sup> Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>74</sup> Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>75</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>76</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>77</sup> Radio France Internationale (RFI), 16/09/2021, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 17/09/2021, [url](#)

du nombre d'incidents sécuritaires dans la région est atteint en fin d'année 2021 avec des assassinats de civils et militaires ainsi que des enlèvements<sup>78</sup>. ACLED recense également un total de 49 incidents violents dans la région au dernier trimestre 2021, soit le trimestre le plus violent de l'année<sup>79</sup>.

La situation sécuritaire s'aggrave en 2022 avec une « recrudescence » des attaques djihadistes contre les civils et les forces gouvernementales dans la région, principalement dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Mali<sup>80</sup>. Une « escalade de la violence » est constatée dans la continuité au second ainsi qu'au troisième trimestre 2022<sup>81</sup>. ACLED a recensé respectivement 51 et 53 incidents violents sur ces deux trimestres dans la région, contre 37 au premier<sup>82</sup>.

Plusieurs observateurs, dont Emmanuel Gignac, directeur du HCR au Niger, constatent que les attaques djihadistes dans la région au premier semestre 2022 proviennent « en particulier » du Burkina Faso et ce sont ainsi les départements de Gotheye, Torodi et Téra qui sont les plus touchés<sup>83</sup>. Emmanuel Gignac pointe une « offensive » de plusieurs groupes islamistes qui cherchent à « déstabiliser des villages qui se trouvent dans la zone frontalière entre le Niger et le Burkina »<sup>84</sup>. Entre le 1<sup>er</sup> et le 19 mai, 43 civils ont été assassinés et 22 ont été enlevés lors d'attaques djihadistes dans les départements de Torodi, Téra et Gotheye<sup>85</sup>. Les habitants des communes (ou municipalités) de Makalondi et Torodi (dans le département du même nom) en ont été les principales victimes<sup>86</sup>. Le groupe djihadiste accusé d'être responsable de ces exactions à proximité de la frontière du Burkina Faso est le GSIM (ou JNIM), très présent dans cet espace transfrontalier et dans le département de Torodi<sup>87</sup>. Le GSIM avait notamment revendiqué plusieurs attaques terroristes contre les FAN en 2021. La plus importante du groupe djihadiste a eu lieu dans le même département le 31 juillet 2021, elle a coûté la vie à quinze militaires nigériens et six autres étaient portés disparus<sup>88</sup>.

Face à la multiplication des attaques menées par les groupes armés contre les civils et les forces gouvernementales, les opérations antiterroristes se sont intensifiées. Le ministre nigérien de la Défense, Alkassoum Indatou, annonce publiquement « des opérations de ratissage et de nettoyage dans ces secteurs en vue de les assainir » à partir du 16 mai<sup>89</sup>. Une semaine plus tard, il évoque des « résultats considérables » avec 65 ennemis « éléments de groupes armés terroristes neutralisés (tués) » et deux blessés « côté ami »<sup>90</sup>. Emmanuel Gignac estime, par ailleurs, que l'augmentation des incidents violents dans la région en 2022 par rapport à 2021 peut également être « un petit peu » liée à des opérations conjointes entre les forces armées nigériennes et burkinabés<sup>91</sup>.

Au nord de la région, les forces armées ont également mené des opérations pour lutter contre les groupes djihadistes, notamment dans la zone de « l'opération *Almahaou* » (« Tourbillon » en langue djerma) qui couvre les 800 kilomètres de frontière avec le Mali<sup>92</sup>. Entre juillet et octobre 2022, quinze opérations militaires ont été menées avec « des partenaires de l'opération *Barkhane* » d'après le général Salifou Modi, chef d'état-major des armées du Niger, qui souligne une « bonne collaboration »<sup>93</sup>. Le gouvernement nigérien estime par ailleurs que le retrait des troupes françaises du Mali « constitue un facteur important d'aggravation de la situation sécuritaire » dans les zones transfrontalières<sup>94</sup>.

---

<sup>78</sup> Radio France Internationale (RFI), 17/09/2021, [url](#) ; TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>79</sup> ACLED

<sup>80</sup> France 24, 24/05/2022, [url](#) ; TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>81</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#) ; Sahelien.com, 07/07/2022, [url](#) ; Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

<sup>82</sup> ACLED

<sup>83</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>84</sup> Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#)

<sup>85</sup> Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#) ; TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>86</sup> Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>87</sup> PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, p.10-11, [url](#)

<sup>88</sup> France 24, 02/08/2021, [url](#) ; PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, p.10-11, [url](#)

<sup>89</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>90</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>91</sup> Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#)

<sup>92</sup> Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

<sup>93</sup> Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

<sup>94</sup> Jeune Afrique, 29/10/2022, [url](#)

Le chef des armées ainsi que le média nigérien *Le Sahel*<sup>95</sup> assurent que les opérations militaires menées cet été ont permis d'apaiser la situation sécuritaire et d'instaurer de nouveau « un climat de sérénité », notamment dans le département de Ouallam au nord de la région<sup>96</sup>. Un apaisement symbolisé, selon le média, par le retour de personnes déplacées (*infra*) dans les communes (de ce département) de Zaroum-Darey et Tondikiwindi<sup>97</sup>. Cette dernière commune avait été visée par plusieurs attaques terroristes à l'été 2021<sup>98</sup>.

Toutefois, la situation sécuritaire demeure instable au nord de la région selon de nombreux observateurs, à l'image d'une nouvelle attaque djihadiste présumée qui a coûté la vie à, au moins, 11 civils à la fin du mois d'octobre<sup>99</sup>. Fin octobre 2022, le gouvernement nigérien a décidé de prolonger l'état d'urgence dans 10 des 13 départements de la région de Tillabéri<sup>100</sup>.

Sur 258 incidents violents recensés dans la région en 18 mois par ACLED, les groupes djihadistes étaient impliqués et identifiés sur 237, soit dans 92% des incidents violents.

C'est l'EIGS qui était majoritairement impliqué, précisément sur 147 incidents violents (57%), et ce particulièrement dans les départements de Banibangou (37 sur 41) et de Téra (32 sur 42).

Les djihadistes du GSIM (JNIM) étaient eux identifiés comme impliqués dans 94 incidents violents (38%), et ce particulièrement dans le département le plus touché de la région : Torodi (58 des 60)<sup>101</sup>.

Les forces armées nigériennes et internationales étaient impliquées dans 93 incidents violents, soit environ 35% des incidents violents reportés dans la région sur la période d'avril 2021 à septembre 2022<sup>102</sup>.

Enfin, si les milices (ou groupes) d'autodéfense ethniques et communautaires sont relativement peu impliquées à l'échelle nationale, précisément dans 45 incidents violents selon ACLED, elles ont toutefois été impliquées de manière importante dans un département du nord de la région : Banibangou. Dans ce département fortement touché à l'été 2021 par les massacres de civils, les milices ont été identifiées et impliquées dans plus d'un incident violent sur 3 entre avril 2021 et septembre 2022, précisément sur 15 incidents violents<sup>103</sup>.

### 3.2. Région de Diffa

D'après les données recueillies par ACLED, la région de Diffa est la seconde région qui enregistre le plus d'incidents violents au Niger avec 178 incidents sécuritaires entre avril 2021 et septembre 2022. Ils ont particulièrement été recensés dans 3 des 6 départements de la région, à savoir ceux de Diffa (80), N'Guigmi (58) et Bosso (31)<sup>104</sup>. Ces trois départements sont frontaliers du Nigéria ou du Tchad, et le Lac Tchad s'étend sur le territoire des deux derniers départements. Le département de Diffa, où se sont concentrés 80 incidents violents, est par ailleurs le département le plus touché dans tout le pays sur cette période de 18 mois<sup>105</sup>.

Les données d'ACLED montrent que le troisième trimestre 2022 a été plus violent que les précédents. Il y a eu 45 incidents violents au cours de ce trimestre, soit au moins 36% de plus que sur tout autre trimestre (33 au maximum au premier trimestre 2022)<sup>106</sup>.

---

<sup>95</sup> NDLR : Média nigérien fondé en 1960, édité par l'Office National d'édition et de presse, Onep. Quotidien régulier, il accorde une place prépondérante à l'information gouvernementale et aux faits de société. (Courrier International, s.d., [url](#))

<sup>96</sup> *Le Sahel*, 08/08/2022, [url](#) ; *Jeune Afrique*, 29/10/2022, [url](#)

<sup>97</sup> *Le Sahel*, 08/08/2022, [url](#)

<sup>98</sup> *Sahelien.com*, 07/07/2022, [url](#)

<sup>99</sup> *Sahelien.com*, 07/07/2022, [url](#) ; *Jeune Afrique*, 29/10/2022, [url](#)

<sup>100</sup> *Xinhua*, 21/10/2022, [url](#) ; Royaume de Belgique - Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, 29/10/2022, [url](#)

<sup>101</sup> ACLED

<sup>102</sup> ACLED

<sup>103</sup> ACLED

<sup>104</sup> ACLED

<sup>105</sup> ACLED

<sup>106</sup> ACLED

Plusieurs sources font part d'une accalmie de la situation sécuritaire dans un premier temps sur la période, en 2021 puis au début de l'année 2022, avant qu'il n'y ait de nouveau une dégradation de la situation sécuritaire, en particulier au troisième trimestre.

Le HCR et *Protection Cluster* estimaient que la situation sécuritaire de la région de Diffa « est demeurée calme » en janvier 2022, « mais imprévisible » à cause du maintien de la pression des groupes armés non-étatiques (GANE) sur la population civile et les forces armées gouvernementales<sup>107</sup>. Elles recensaient plusieurs assassinats et enlèvements sur ce mois-ci, dont l'assassinat d'un civil le 10 janvier 2022 par les membres d'un GANE (sans plus de précisions) sur le site de déplacés de Boudouri<sup>108</sup>.

Des semaines plus tard, dans la nuit du 7 au 8 mars 2022, des habitants de cinq villages, dont le village de Lada à 4 km de Diffa, ont été attaqués par « des hommes armés de *Boko Haram* » (sans plus de précisions sur la ou les factions membres)<sup>109</sup>. Une vingtaine de villageois ont perdu la vie au cours de ces attaques. Les djihadistes « auraient profité du tarissement » des eaux du Lac Tchad et de la rivière de la Komadougou Yobé, qui fait ici office de frontière avec le Nigéria, pour mener leur incursion et massacrer des civils nigériens<sup>110</sup>.

La pratique des enlèvements de civils demeure très importante, une « problématique » qui « continue de se poser avec autant d'acuité » que les années et mois précédents<sup>111</sup>. Au cours du premier semestre 2022, 161 personnes ont été enlevées dans la région de Diffa, soit la moitié des personnes enlevées dans tout le pays sur cette période, selon les Nations unies<sup>112</sup>.

D'autre part, de violents affrontements armés entre des « factions rivales d'un GANE » (qui semblent être les factions rivales de *Boko Haram* ; le JAS, et l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest, EIAO ou ISWAP ; mais ce n'est pas précisé et ne peut être confirmé) ont été recensés. Ce fut le cas le 11 janvier 2022 dans la commune de Bosso, des affrontements qui ont causé « plusieurs » morts<sup>113</sup>.

A la fin du mois de juin 2022, le président nigérien Mohamed Bazoum notait « de façon évidente » et se réjouissait d'une amélioration de la situation sécuritaire dans la région comparativement aux années précédentes<sup>114</sup>. L'état d'urgence, établi dans l'ensemble de la région et ses six départements depuis 2015, n'a pas pour autant été levé en juillet<sup>115</sup>.

Cependant, et similairement aux données reportées par ACLED, des sources comme le média nigérien *Studio Kalangou* font part d'un « regain d'attaques meurtrières et d'enlèvements impliquant les groupes djihadistes » durant l'été et au début du mois de septembre 2022<sup>116</sup>. Les communes rurales Chétimari et Gargada ont particulièrement été touchées par ces attaques djihadistes. Des observateurs dénotent des menaces proférées par les membres de la « secte *Boko Haram* » (sans plus de précisions ni distinctions des factions à nouveau ; bien qu'il semble s'agir du JAS<sup>117</sup>) à l'encontre des populations vivant sur le lit du Lac Tchad, ainsi que des enlèvements et des meurtres<sup>118</sup>. Selon eux, la recrudescence des attaques à l'été 2022 « s'explique surtout par la fragmentation de *Boko Haram* », en l'occurrence de la faction JAS de *Boko Haram* depuis la mort d'Abubakar Shekau à l'été 2021, en « plusieurs entités » qui mènent des « attaques non coordonnées »<sup>119</sup>.

A la fin du mois d'octobre 2022, l'état d'urgence est prolongé par le gouvernement dans l'ensemble de la région et donc de ses six départements<sup>120</sup>.

<sup>107</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 25/04/2022, [url](#)

<sup>108</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 25/04/2022, [url](#)

<sup>109</sup> Radio France Internationale (RFI), 10/03/2022, [url](#)

<sup>110</sup> Radio France Internationale (RFI), 10/03/2022, [url](#)

<sup>111</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 25/04/2022, [url](#)

<sup>112</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 08/2022, [url](#)

<sup>113</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 25/04/2022, [url](#)

<sup>114</sup> Anadolu Agency (AA), 25/06/2022, [url](#) ; Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>115</sup> Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#) ; Xinhua, 21/10/2022, [url](#)

<sup>116</sup> Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>117</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#) ; NDLR : Du fait de son modus operandi et de son assise territoriale dans le lit du Lac Tchad.

<sup>118</sup> Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>119</sup> Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>120</sup> Xinhua, 21/10/2022, [url](#) ; Royaume de Belgique - Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, 29/10/2022, [url](#)

D'après les données reportées par ACLED, les groupes djihadistes sont identifiés de loin comme les acteurs les plus impliqués dans les incidents violents d'avril 2021 à septembre 2022, à savoir dans 167 des 178 et donc près de 94% des incidents recensés dans la région<sup>121</sup>.

Contrairement à plusieurs sources, ACLED dissocie bien les factions rivales majeures de *Boko Haram*, en identifiant l'acteur « *Boko Haram - Jamaatu Ahli is-Sunnah lid-Dawati wal-Jihad* », soit la faction JAS, et des acteurs identifiés « *Islamic State West Africa* » ou « *Islamic State West Africa Lake Chad Faction* », soit l' ISWAP (ou EIAO)<sup>122</sup>. La première, *Boko Haram JAS* est la principale identifiée dans les incidents violents de la région entre avril 2021 et septembre 2022, elle est impliquée dans 126 incidents violents. La seconde, l'ISWAP, est impliquée sur 90 incidents violents<sup>123</sup>.

Toutefois, il y a une certaine limite à cette différenciation en fonction des sources reportées par ACLED puisque dans plus de 40 incidents violents de la région de Diffa entre avril 2021 et septembre 2022, les deux factions majeures et rivales de *Boko Haram* n'ont pas pu être différenciées.

Quant aux forces armées nigériennes et internationales, elles étaient impliquées dans 57 incidents violents, soit 32% des incidents violents recensés dans la région sur 18 mois, une proportion légèrement moins élevée que dans la région de Tillabéri (35%)<sup>124</sup>.

### 3.3. Régions de Maradi et Tahoua

Selon les données d'ACLED, les régions de Maradi et Tahoua, avec respectivement 77 et 55 incidents violents recensés, sont nettement moins touchées que celles de Tillabéri et Diffa. Néanmoins, ACLED recense une augmentation très importante des incidents entre juillet et septembre 2022 dans les deux régions. En effet, 37 incidents violents ont été reportés dans la région de Maradi sur ce troisième trimestre 2022, soit presque autant que sur les cinq trimestres précédents (40). Dans la région de Tahoua, 24 incidents violents ont été recensés, soit trois fois plus qu'au trimestre précédent (8) et soit plus de 43% des incidents recensés dans la région entre avril 2021 à septembre 2022<sup>125</sup>.

Le HCR et *Protection Cluster* partagent cette analyse dans la région de Maradi et affirment que le « mois de juillet 2022 a été caractérisé par une insécurité croissante » et une « dégradation du contexte sécuritaire »<sup>126</sup>. Cette dégradation sécuritaire s'explique par la « multiplication des incursions » des GANE dans les zones frontalières et depuis le Nigéria (24 incursions contre 10 au mois de juin), en particulier dans les départements Guidan Roumdji et Madarounfa<sup>127</sup>. A la mi-septembre, une attaque « massive » de dizaines, voire de centaines de « bandits armés » d'un GANE non-identifié, a eu lieu dans la commune de Gabi, plusieurs personnes ont été enlevées et un militaire nigérien est décédé<sup>128</sup>. Un nouvel « épisode d'insécurité [...] qui montre à quel point la situation sécuritaire est dégradée dans le sud » de cette région<sup>129</sup>.

Les incidents violents recensés par ACLED d'avril 2021 à septembre 2022 étaient quasi-exclusivement situés dans deux départements de la région de Maradi, ceux de Guidan Roumdji (32) et Madarounfa (43)<sup>130</sup>. Dans cette région, la grande majorité des acteurs responsables ou impliqués dans les incidents violents n'ont pas pu être identifiés par ACLED.

Dans la région de Tahoua, l'EIGS est impliqué dans 17 incidents violents, les milices ethniques et communautaires sur 11 incidents violents puis les forces armées nationales et internationales dans 13 incidents violents. Un département de la région est particulièrement touché selon ACLED, celui de Tillia,

---

<sup>121</sup> ACLED

<sup>122</sup> ACLED

<sup>123</sup> ACLED

<sup>124</sup> ACLED

<sup>125</sup> ACLED

<sup>126</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 18/08/2022, [url](#)

<sup>127</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 18/08/2022, [url](#)

<sup>128</sup> ActuNiger – Le Souffle de Maradi, 18/09/2022, [url](#)

<sup>129</sup> ActuNiger – Le Souffle de Maradi, 18/09/2022, [url](#)

<sup>130</sup> ACLED

département frontalier du Mali et de la région de Tillabéri, avec près de 40% des incidents sécuritaires recensés dans la région sur 18 mois, précisément 21 incidents violents<sup>131</sup>.

Ce département a notamment été touché par des massacres de civils en 2021 similaires à ceux qui ont eu lieu dans la région de Tillabéri<sup>132</sup>. Pour *International Crisis Group* (ICG) en juin 2022, la crise sécuritaire fait « craindre » que la région de Tahoua « puisse devenir une passerelle, un territoire qui reliait les insurrections islamistes dans le Sahel central et les insurrections [...] dans la région du lac Tchad et du nord-est du Nigeria »<sup>133</sup>. Le HCR et *Protection Cluster* ont également dénoté une « recrudescence » des activités des GANE, ainsi que « la présence de groupes de vigilance armés » dans la région au mois de juillet<sup>134</sup>.

Fin octobre 2022, le gouvernement a prolongé l'état d'urgence dans deux départements de la région de Tahoua, ceux de Tillia et Tassara (au nord-est de la région)<sup>135</sup>. Au contraire, les deux départements de Maradi touchés par de nombreux incidents n'ont pas été placés en état d'urgence<sup>136</sup>.

#### 4. Types d'incidents violents

Les données fournies par ACLED indiquent que les attaques contre les civils constituent le principal type d'incident violent au Niger entre avril 2021 et septembre 2022, avec 240 attaques recensées à l'échelle nationale, soit 39% de tous les incidents violents<sup>137</sup>.

La majorité des autres incidents violents recensés sont des batailles/conflits armés, avec 162 incidents, ainsi que des enlèvements/disparitions forcées, avec 161 incidents, représentant tous deux 26% des incidents violents reportés par ACLED dans tout le pays<sup>138</sup>.

Plus sporadiquement, les explosions d'engins improvisés (EEI – IED) et de mines représentaient 5% des incidents violents et les frappes aériennes représentaient 3% des incidents violents<sup>139</sup>.

Les attaques contre les civils ont été particulièrement nombreuses dans la région de Tillabéri, avec 107 attaques recensées en 18 mois<sup>140</sup>. Au nord de la région, l'objectif de l'EIGS était, d'une part, de consolider une zone de repli de l'autre côté de la frontière malienne<sup>141</sup>. Et, d'autre part, de chasser les populations hostiles aux volontés et aux lois imposées par les djihadistes, dont les agriculteurs sédentaires de la communauté zarma réputée « plutôt fidèle » à l'Etat et aux autorités nigériennes<sup>142</sup>.

A l'ouest de la région, particulièrement dans le département de Torodi, les attaques contre les civils et les conflits armés menés par le GSIM visaient à consolider le contrôle de la zone, « essentielle » pour atteindre le parc W et la frontière béninoise<sup>143</sup>. Ce parc fait partie de l'espace transfrontalier WAPO ; du nom des parcs W, Arly, Pendjari et Oti, à cheval sur les frontières du Niger, du Burkina Faso, du Bénin et du Togo ; où le GSIM disposait en février 2022 de son « second fief » le plus important<sup>144</sup>. De plus, les attaques menées contre des civils au deuxième trimestre 2022 dans l'ouest de la région seraient également des « représailles » aux opérations militaires conjointes des forces armées burkinabés et

---

<sup>131</sup> ACLED

<sup>132</sup> Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>133</sup> AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#)

<sup>134</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 19/08/2022, [url](#)

<sup>135</sup> Xinhua, 21/10/2022, [url](#) ; Royaume de Belgique - Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, 29/10/2022, [url](#)

<sup>136</sup> Xinhua, 21/10/2022, [url](#) ; Royaume de Belgique - Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, 29/10/2022, [url](#)

<sup>137</sup> ACLED

<sup>138</sup> ACLED

<sup>139</sup> ACLED ; France 24, 24/05/2022, [url](#)

<sup>140</sup> ACLED

<sup>141</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>142</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 11/08/2021, [url](#)

<sup>143</sup> PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, p.10-11, [url](#)

<sup>144</sup> PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, p.10-11, [url](#)

nigériennes<sup>145</sup>. Les civils locaux sont régulièrement accusés par les GANE de coopérer avec les forces armées dès lors que ces dernières mènent des opérations à proximité<sup>146</sup>.

Dans la région de Diffa, la proportion des attaques menées contre les civils était moins importante qu'à Tillabéri (et Tahoua). Elle atteignait néanmoins près de 28% de tous les incidents violents (contre 39% à l'échelle nationale et plus de 41% à Tillabéri), avec 49 attaques recensées sur 18 mois, dont celle de mars 2022 qui a causé la mort d'une vingtaine de villageois à quelques kilomètres de la ville de Diffa<sup>147</sup>.

Dans cette région, c'est la proportion d'enlèvements/disparitions forcées qui était particulièrement importante d'après les données d'ACLED. En effet, 66 enlèvements/disparitions forcées ont été recensés par ACLED, soit 37% de tous les incidents violents recensés dans la région en 18 mois, contre 26% des incidents violents à l'échelle nationale<sup>148</sup>. De plus, ce nombre d'enlèvements recensés par ACLED est à interpréter avec prudence puisqu'il est nettement inférieur aux données du monitoring de protection de l'UNHCR qui font part de 161 personnes enlevées dans la région sur le seul premier semestre 2022<sup>149</sup>.

Le principal GANE visé dans les exactions d'enlèvements/disparitions forcées est « *Boko Haram* » et plus précisément la faction JAS<sup>150</sup>. En effet, ne bénéficiant pas du « soutien financier » de l'EI, au contraire de sa faction rivale l'ISWAP (EIAO), les combattants du JAS ont plus souvent recours aux enlèvements pour que les victimes soient libérées contre le paiement d'une rançon selon ICG<sup>151</sup>. Durant l'été 2022, une multiplication des attaques sur l'axe routier Kindjandi-N'guigmi, notamment afin d'enlever des civils et de les monnayer contre des rançons, a été signalée par des observateurs locaux<sup>152</sup>.

La région de Maradi était aussi disproportionnellement touchée par les enlèvements/disparitions forcées puisqu'ils représentaient 37 des 77 incidents violents, soit près d'un incident sur deux, recensés par ACLED dans la région d'avril 2021 à septembre 2022<sup>153</sup>. Les responsables, non-identifiés pour la plupart, seraient surtout des « bandits armés » en provenance du nord-ouest du Nigéria<sup>154</sup>. Ceci étant, ils pourraient être d'anciens ou d'actuels membres de la faction JAS de *Boko Haram*, « exilés » depuis la mort d'Abubakar Shekau à l'été 2021<sup>155</sup>. Par ailleurs, une attaque d'un camion sur la Route Nationale 1 (RN1) a également eu lieu en juillet, précisément à Guidan Roudji<sup>156</sup>.

Concernant les explosions d'engins improvisés (EEI – IED) et de mines, 24 sur 33 ont été localisées dans la région de Tillabéri<sup>157</sup>. Les responsables locaux d'OCHA affirmaient à l'Agence *France-Presse* (AFP) en mai 2022 que les attaques aux IED étaient de plus en plus fréquentes dans cette région<sup>158</sup>. Par exemple, quatre attaques aux IED ont été lancées par le GSIM dans l'ouest de cette région à l'encontre des FAN entre septembre et novembre 2021<sup>159</sup>.

## 5. Nombre de morts liés aux incidents sécuritaires

L'estimation du nombre de morts par ACLED est un indicateur à interpréter avec prudence du fait de biais méthodologiques. Particulièrement, ACLED ne fait pas de distinction entre les morts civils et les morts appartenant à un GANE<sup>160</sup>.

---

<sup>145</sup> Nations Unies - OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>146</sup> International Crisis Group (ICG), 28/05/2021, [url](#)

<sup>147</sup> ACLED ; Radio France Internationale (RFI), 10/03/2022, [url](#)

<sup>148</sup> ACLED

<sup>149</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 08/2022, [url](#)

<sup>150</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#) ; Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>151</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#)

<sup>152</sup> Studio Kalangou, 09/09/2022, [url](#)

<sup>153</sup> ACLED

<sup>154</sup> AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#) ; ActuNiger – Le Souffle de Maradi, 18/09/2022, [url](#)

<sup>155</sup> International Crisis Group (ICG), 29/03/2022, [url](#) ; AfriqueXXI, 13/06/2022, [url](#)

<sup>156</sup> Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, 18/08/2022, [url](#)

<sup>157</sup> ACLED

<sup>158</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>159</sup> PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), 02/2022, p.10-11, [url](#)

<sup>160</sup> DIDR, 29/10/2021, [url](#)

Selon les données fournies par ACLED entre avril 2021 et septembre 2022, à l'image du nombre d'attaques menées contre des civils et de batailles/conflits armés, la majorité des victimes provenait de la région de Tillabéri, où 1 098 personnes ont perdu la vie au cours des incidents violents<sup>161</sup>.

Sur cette même période, 390 personnes ont été tuées dans la région de Diffa durant les incidents reportés par ACLED. La région de Tahoua a également été fortement touchée par les pertes humaines liées aux incidents sécuritaires, ACLED y a recensé 148 morts.

Les régions de Maradi puis d'Agadez ont été nettement moins touchées avec respectivement 44 et 40 morts entre avril 2021 et septembre 2022. Enfin, 6 personnes ont perdu la vie au cours d'incidents violents dans la capitale Niamey sur cette période, ainsi que 2 personnes dans la région de Dosso et 1 dans la région de Zinder<sup>162</sup>.

Selon les données enregistrées par ACLED, le trimestre le plus meurtrier dans l'ensemble du pays était le quatrième et dernier trimestre de l'année 2021, au cours duquel plus de 400 personnes ont perdu la vie dans le pays<sup>163</sup>.

## 6. Situation générale des personnes déplacées

La recrudescence et « l'escalade » des violences au Niger en 2022 ont provoqué d'importants déplacements internes de populations civiles. Ce fut particulièrement le cas dans les régions de Tillabéri et Diffa mais aussi dans celle de Tahoua ainsi que, dans une moindre mesure, au sein de celle de Maradi. Les affrontements armés et attaques djihadistes ont en effet provoqué des dizaines de milliers de déplacements internes de populations civiles (PDI), qui s'ajoutent à un nombre déjà très important de PDI au Niger en raison des multiples crises sécuritaires traversées par le pays (principalement depuis 2014).

En août 2021, il y avait environ 283 000 Personnes déplacées internes (PDI) dans tout le pays, selon le HCR<sup>164</sup>. Des mois plus tard en avril 2022, elles étaient moins nombreuses puisque le HCR recensait environ 264 250 PDI au Niger, mais cet important nombre de personnes déplacées est reparti très nettement à la hausse dans les mois suivants<sup>165</sup>.

L'Organisation internationale des migrations (OIM) ainsi qu'OCHA évoquent également une augmentation importante du nombre de déplacés internes nigériens à partir du mois de mai 2022, une augmentation concordante et due aux attaques djihadistes<sup>166</sup>. Notamment via la Matrice de suivi des déplacements, (*Displacement Tracking Matrix*, DTM) de l'OIM, dispositif permettant de suivre les déplacements et la mobilité des populations dans le pays juge le suivi de ces mouvements relativement complexe, dans la mesure où des déplacements de courte durée sont régulièrement signalés<sup>167</sup>.

Au début du mois de mai 2022, la DTM comptabilisait plus de 305 000 déplacés internes dans le pays, dont la grande majorité, près de 80%, dans les régions de Tillabéri et de Diffa<sup>168</sup>.

Au 3 mai 2022, elle recensait plus de 122 300 déplacés internes dans la région de Tillabéri et plus précisément dans les dix départements placés en état d'urgence à cause de l'insécurité<sup>169</sup>.

Dans la région de Diffa, toujours au 3 mai 2022, elle estimait près de 120 700 déplacés internes, plus précisément dans quatre des six départements de la région<sup>170</sup>.

---

<sup>161</sup> ACLED

<sup>162</sup> ACLED

<sup>163</sup> ACLED

<sup>164</sup> Nations Unies – UNHCR, 10/2022, [url](#)

<sup>165</sup> Nations Unies – UNHCR, 10/2022, [url](#)

<sup>166</sup> Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#) ; Nations Unies – OIM, DTM, 15/06/2022, [url](#) ; Nations Unies – OIM, 10/2022, [url](#)

<sup>167</sup> Nations Unies – OIM, Matrice de Suivi des Déplacements, (*Displacement Tracking Matrix* – DTM), 10/2022, [url](#)

<sup>168</sup> Nations Unies – OIM, DTM, 15/06/2022, [url](#)

<sup>169</sup> Nations Unies – OIM, DTM, 15/06/2022, [url](#)

<sup>170</sup> Nations Unies – OIM, DTM, 15/06/2022, [url](#)

La recrudescence des attaques djihadistes à l'encontre de la population civile a fait augmenter le nombre de PDI dès le mois de mai. C'est particulièrement le cas dans le département de Torodi (région de Tillabéri) où au moins 15 000 personnes des communes de Torodi et Makalondi ont été contraintes de se déplacer dans le courant du mois de mai à la suite d'attaques du GSIM<sup>171</sup>.

Entre avril et mai 2022, ce sont près de 35 000 personnes vivant dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Mali qui ont été forcées de se déplacer pour s'installer dans des lieux plus sécurisés<sup>172</sup>. L'augmentation des violences observées dans les régions de Maradi et de Diffa à partir du deuxième trimestre 2022 est également à l'origine d'afflux supplémentaires de déplacement forcé au Niger<sup>173</sup>.

Ainsi, à la fin du mois de septembre 2022, à l'aide de la DTM, l'OIM recensait un total de plus de 396 000 personnes déplacées au Niger, soit une augmentation de 30% du nombre de PDI à l'échelle nationale entre mai et septembre 2022<sup>174</sup>.

Une augmentation importante constatée dans les quatre régions les plus touchées par les incidents sécuritaires, à savoir <sup>175</sup>:

-Diffa : environ 164 900 déplacés interne fin septembre, soit environ 42 200 personnes déplacées supplémentaires depuis mai.

-Tillabéri : environ 160 000 déplacés interne fin septembre, soit (au moins) 37 000 personnes déplacées supplémentaires depuis mai.

-Tahoua : plus de 49 400 PDI à la fin septembre, soit environ 7 000 personnes déplacées supplémentaires depuis mai (42 400).

-Maradi : environ 22 500 PDI à la fin septembre, soit environ 2 000 personnes déplacées supplémentaires depuis mai (20 500).

Le HCR évoquait aussi une augmentation très importante du nombre de déplacés internes au Niger à partir du deuxième voire troisième trimestre 2022, passant d'environ 264 250 PDI au mois d'avril à environ 376 800 PDI au mois d'octobre (les estimations du HCR semblent en effet être plus faibles que celles de l'OIM à dates relativement équivalentes ; à l'exception de celle de la région de Tahoua)<sup>176</sup>.

De plus, de nombreux ressortissants de pays voisins se trouvent au Niger, et ce depuis plusieurs années. En octobre 2022, le HCR recensait environ 254 000 réfugiés et un peu plus de 42 000 demandeurs d'asile présents sur le territoire nigérien<sup>177</sup>.

Parmi eux se trouvaient plus de 203 000 Nigériens, environ 65 700 Maliens et 19 500 Burkinabés ainsi qu'environ 3 500 Tchadiens et 2 900 Soudanais<sup>178</sup>.

## 7. Situation humanitaire

Fin septembre 2022, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, déplore une « urgence » au Sahel à cause de l'insécurité notamment qui continue « d'aggraver une situation humanitaire déjà catastrophique »<sup>179</sup>.

A la fin de l'année 2021, OCHA estimait qu'environ 3,7 millions de personnes au Niger ont besoin d'une aide humanitaire, dont plus de 2 millions d'enfants, soit 55% des personnes dans le besoin (22%

<sup>171</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Radio France Internationale (RFI), 31/05/2022, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>172</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>173</sup> Nations Unies – OIM, DTM, 10/2022, [url](#)

<sup>174</sup> Nations Unies – OIM, DTM, 10/2022, [url](#)

<sup>175</sup> Nations Unies – OIM, DTM, 15/06/2022, [url](#) ; Nations Unies – OIM, DTM, 10/2022, [url](#)

<sup>176</sup> Nations Unies – UNHCR, 10/2022, [url](#)

<sup>177</sup> Nations Unies – UNHCR, 10/2022, [url](#)

<sup>178</sup> Nations Unies – UNHCR, 10/2022, [url](#)

<sup>179</sup> Nations Unies, 22/09/2022, [url](#)

d'enfants de 0 à 5 ans et 33% d'enfants de 6 à 17 ans)<sup>180</sup>. Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire était alors estimé à près de 2,5 millions de Nigériens et il était projeté à 3,6 millions de personnes durant l'été 2022 où l'insécurité alimentaire est renforcée par la période de soudure<sup>181</sup>.

Les régions de Tillabéri et Diffa figuraient parmi les plus affectées par l'insécurité alimentaire, avec au moins 29% de la population menacée à la fin du mois de mai 2022, soit avant la période de soudure<sup>182</sup>.

Dans son déplacement au Niger fin octobre 2022, Harlem Désir, ancien ministre français et président de l'ONG *International Rescue Committee* (IRC), pointait une situation humanitaire « très grave » au Niger aggravée par « la dégradation sécuritaire engendrée par les groupes djihadistes »<sup>183</sup>. L'IRC faisait part à cette période d'une insécurité alimentaire qui « touche 4,4 millions de personnes » et des cas de malnutrition aiguë des enfants de moins de cinq ans qui sont devenus « dramatiques »<sup>184</sup>. Précédemment, les Nations unies estimaient que le taux de malnutrition aiguë chez les enfants « pourrait atteindre 12,5% » en 2022, ce qui est supérieur au seuil d'urgence de 10% fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)<sup>185</sup>. La prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans est, elle aussi, supérieure au seuil d'urgence de l'OMS qui est de 2% car elle atteignait 2,7% à la fin du mois d'octobre<sup>186</sup>.

De plus, l'augmentation et la fréquence des attaques djihadistes, ou des conflits armés avec les forces gouvernementales, complexifie l'accès des travailleurs humanitaires à certains territoires, particulièrement dans les régions de Tillabéri et Diffa<sup>187</sup>. En mai 2022, des responsables locaux d'OCHA confiaient notamment à l'*Agence France Presse* (AFP) que la « peur des attaques à l'IED » dans la région de Tillabéri contraignait les humanitaires à réduire leurs mouvements, voire à suspendre leurs interventions dans certaines zones<sup>188</sup>.

Les attaques djihadistes ont contraint des centaines d'écoles à fermer en 2022, privant ainsi de nombreux enfants d'accès à l'éducation. Dans le département de Torodi (région de Tillabéri) au mois de mai 2022, quatre établissements secondaires sur neuf et 144 écoles primaires sur 251 ont dû être fermés en raison des attaques terroristes, affectant ainsi plus de 15 500 élèves<sup>189</sup>. Sur les dix premiers mois de l'année 2022, ce sont plus de 850 écoles qui étaient fermées ou dans l'incapacité de fonctionner à cause des conflits armés et des attaques<sup>190</sup>. Environ 78 000 élèves, dont 38 000 filles, ont ainsi été privé d'accès à l'éducation durant des périodes prolongées<sup>191</sup>.

---

<sup>180</sup> Nations Unies – OCHA, 02/2022, p.4-6, [url](#)

<sup>181</sup> Nations Unies – OCHA, 02/2022, p.23, [url](#) ; NDLR : Période qui sépare la fin de la consommation de la récolte de l'année précédente et l'épuisement des réserves des greniers, de la récolte suivante.

<sup>182</sup> Nations Unies – OCHA, 02/2022, [url](#) ; Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>183</sup> Le Figaro – AFP, 27/10/2022, [url](#) ; Voice of America (VOA) – AFP, 27/10/2022, [url](#)

<sup>184</sup> Le Figaro – AFP, 27/10/2022, [url](#) ; Voice of America (VOA) – AFP, 27/10/2022, [url](#)

<sup>185</sup> Le Figaro – AFP, 27/10/2022, [url](#) ; Voice of America (VOA) – AFP, 27/10/2022, [url](#)

<sup>186</sup> Commission européenne, Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes, 28/10/2022, [url](#)

<sup>187</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#) ; Le Figaro – AFP, 27/10/2022, [url](#) ; Voice of America (VOA) – AFP, 27/10/2022, [url](#)

<sup>188</sup> TV5 Monde - AFP, 26/05/2022, [url](#)

<sup>189</sup> Nations Unies – OCHA, 14/06/2022, [url](#)

<sup>190</sup> Commission européenne, Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes, 28/10/2022, [url](#)

<sup>191</sup> Commission européenne, Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes, 28/10/2022, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en décembre 2022.

### Document DIDR

DIDR, « Nigéria : Boko Haram après l'allégeance à l'Etat Islamique (EI) (2015) », Ofpra, 03/09/2020, [https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra\\_flora/2009\\_nga\\_boko\\_haram\\_web.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2009_nga_boko_haram_web.pdf)

### Organisations intergouvernementales

Nations Unies, UNHCR (Niger), « Niger : Personnes relevant de la compétence du HCR (PoC) - October 2022 », 21/12/2022, <https://data.unhcr.org/fr/documents/download/97724>

Nations Unies, OCHA, « Niger: Inform Risk Profile 2022 (As of 30 September 2022) », 07/11/2022, Relief web – OCHA, <https://reliefweb.int/map/niger/niger-inform-risk-profile-2022-30-september-2022>

Union Européenne (UE), Commission européenne - Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes, « Niger – Fiche info », mise à jour le 28/10/2022 – consultée le 21/12/2022, [https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/where/africa/niger\\_fr](https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/where/africa/niger_fr)

Nations Unies, Organisation Internationale des Migrations (OIM) - Matrice de Suivi des Déplacements (Displacement Tracking Matrix – DTM), « Niger : Déplacement Interne - Rapport sur les besoins humanitaires – Septembre 2022 », 10/2022, <https://displacement.iom.int/sites/g/files/tmzbd1461/files/reports/Rapport%20VAS%20Enqu%C3%AAt%20m%C3%A9nage%20Septembre%202022-Final.pdf>

Nations Unies, ONU Info, « La crise sécuritaire au Sahel représente une menace mondiale, prévient le chef de l'ONU », 22/09/2022, <https://news.un.org/fr/story/2022/09/1127681>

Force Multinationale Mixte – Multinational Joint Task Force (FMM-MNJTF), « La Force Multinationale Mixte accueille le nouveau Commandant de Force Adjoint alors que le Commandant de Force effectue une visite opérationnelle à Diffa, dans le secteur 4 de la République du Niger », 04/09/2022, <https://mnjtfmm.org/la-force-multinationale-mixte-accueille-le-nouveau-commandant-de-force-adjoint-alors-que-le-commandant-de-force-effectue-une-visite-operationnelle-a-diffa-dans-le-secteur-4-de-la-republique-du-niger/>

Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, « République du Niger : Monitoring de protection - Région de Tillabéri -Tahoua, juillet 2022 », 19/08/2022, Relief web – UNHCR-Protection Cluster, <https://reliefweb.int/report/niger/republique-du-niger-monitoring-de-protection-region-de-tillaberi-tahoua-juillet-2022>

Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, « République du Niger : Rapport mensuel de monitoring de protection - Maradi, juillet 2022 », 18/08/2022, Relief web – UNHCR-Protection Cluster, <https://reliefweb.int/report/niger/republique-du-niger-rapport-mensuel-de-monitoring-de-protection-maradi-juillet-2022>

Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, « Niger : Analyse de Protection Juillet 2022 », 08/2022, [https://www.globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2022-08/protection\\_analysis\\_update\\_niger\\_july2022.pdf](https://www.globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2022-08/protection_analysis_update_niger_july2022.pdf)

Nations Unies, Organisation Internationale des Migrations (OIM) - Matrice de Suivi des Déplacements (Displacement Tracking Matrix – DTM), « Niger – Evaluation des Villages 4<sup>ème</sup> ronde d'évaluations DTM (11 avril – 3 mai 2022) », 15/06/2022, <https://displacement.iom.int/sites/g/files/tmzbd1461/files/reports/IOM%20NIGER%20-%20DTM%20VAS%20Dashboard%20%20Mai%202022%20Round4%20Clean%20Version%20II.pdf>

Nations Unies, OCHA, « Niger : Rapport de situation, 30 mai 2022 », 14/06/2022, Relief web – OCHA, <https://reliefweb.int/report/niger/niger-rapport-de-situation-30-mai-2022>

Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, « République du Niger : Rapport d'analyse de monitoring de protection de la région de Diffa, Janvier 2022 », 25/04/2022, Relief web – UNHCR-Protection Cluster, <https://reliefweb.int/report/niger/r-publique-du-niger-rapport-d-analyse-de-monitoring-de-protection-de-la-region-de-diffa#:~:text=La%20situation%20s%C3%A9curitaire%20de%20la,mais%20impr%C3%A9visible%20en%20janvier%202022.>

Nations Unies, OCHA, « Niger : Aperçu des besoins humanitaires 2022 », 02/2022, 118p., [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ner\\_hno\\_2022.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ner_hno_2022.pdf)

Nations Unies, Conseil de Sécurité des Nations Unies, « Le sort des enfants en temps de conflit armé au Nigéria », 06/07/2020, 17p., <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/172/68/PDF/N2017268.pdf?OpenElement>

Nations Unies, UNHCR – Protection Cluster, « Rapport d'analyse des données de monitoring de protection, Tillabéri - décembre 2019 », 25/02/2020, Relief web – UNHCR-Protection Cluster, <https://reliefweb.int/report/niger/niger-rapport-d-analyse-des-donnees-de-monitoring-de-protection-tillaberi-d-cembre-2019>

Nations Unies – OCHA, « Niger: Rapport de situation - Dernière mise à jour: 26 sept. 2019 », 26/09/2019, Relief web – OCHA, <https://reliefweb.int/attachments/6f06ac42-fabe-37aa-aced-71822d96adf2/Rapport%20de%20situation%20-%20Niger%20-%2026%20sept.%202019.pdf>

Conseil de Sécurité des Nations Unies, « Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) », 04/10/2018, <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/jamaa-nusrat-ul-islam-wa-al-muslimin-jnim>

Union Européenne, European Council on Foreign Relations (ECFR), « Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel », s.d., [https://ecfr.eu/special/sahel\\_mapping/jnim](https://ecfr.eu/special/sahel_mapping/jnim)

## Institution nationale

Belgique - Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, « Voyager au Niger : Conseils aux voyageurs », mise à jour le 29/10/2022 – consultée le 20/12/2022, <https://diplomatie.belgium.be/fr/pays/niger/voyager-au-niger-conseils-aux-voyageurs/securite-generale-au-niger>

## Organisations non gouvernementales

International Crisis Group (ICG) , Crisis Watch, 04/2022, [https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=26&date\\_range=last\\_6\\_months&from\\_month=01&from\\_year=2022&to\\_month=01&to\\_year=2022](https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=26&date_range=last_6_months&from_month=01&from_year=2022&to_month=01&to_year=2022)

International Crisis Group (ICG), « Après Shekau : faire face aux jihadistes dans le nord-est du Nigéria », 29/03/2022, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/nigeria/b180-after-shekau-confronting-jihadists-nigerias-north-east>

Institute for Security Studies (ISS – ISS Africa), « Des enfants en ordre de bataille : les dernières recrues de l'État islamique en Afrique de l'Ouest », 10/03/2022, <https://issafrica.org/fr/iss-today/des-enfants-en-ordre-de-bataille-les-dernieres-recrues-de-letat-islamique-en-afrique-de-louest>

Human Rights Watch (HRW), « Niger : Hausse des atrocités commises par des groupes islamistes armés », 11/08/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/08/11/niger-hausse-des-atrocites-commises-par-des-groupes-islamistes-armes>

International Crisis Group (ICG), « Niger : éviter l'aggravation des violences contre les civils à Tillabéri », 28/05/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/b172-murder-tillabery-calming-nigers-emerging-communal-crisis>

Institute for Security Studies (ISS – ISS Africa), « What doesn't break Boko Haram in Niger makes it stronger », 28/05/2019, <https://globalsentinelng.com/2019/05/28/what-doesnt-break-boko-haram-in-niger-makes-it-stronger/>

International Crisis Group (ICG), « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », ICG - Rapport Afrique N°261, 12/06/2018, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique>

### Think tanks, universités et centres de recherches

PELLERIN Mathieu, Institut français des relations internationales (Ifri), « Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? », 02/2022, Notes de l'Ifri, Ifri, 28p., [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pellerin\\_pays\\_cotiers\\_afrique\\_ouest\\_djihadisme\\_sahel\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pellerin_pays_cotiers_afrique_ouest_djihadisme_sahel_2022.pdf)

EIZENGA Daniel et WILLIAMS Wendy, « Le puzzle formé par le JNIM et les groupes islamistes militants au Sahel », Centre d'Etudes Stratégique de l'Afrique (CESA) – Bulletin de la sécurité africaine, n°38, 12/2020, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/ASB-38-FR.pdf>

COHEN Corentin, « « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? Un groupe armé catalyseur de la violence armée régionale », Afrique contemporaine, vol. 255, n° 3, 2015, p. 75-92, <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2015-3-page-75.htm#no2>

### Médias

Jeune Afrique, « Niger : l'armée annonce quinze 'opérations conjointes' avec Barkhane », 29/10/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1389399/politique/niger-larmee-annonce-quinze-operations-conjointes-avec-barkhane/>

Voice of America (VOA) – Agence France-Presse (AFP), « Crise humanitaire au Niger et au Sahel: une ONG tire la sonnette d'alarme », 27/10/2022, <https://www.voaafrique.com/a/crise-humanitaire-au-niger-et-au-sahel-une-ong-tire-la-sonnette-d-alarme/6807908.html>

Le Figaro – Agence France-Presse (AFP), « Crise humanitaire au Niger et au Sahel : une ONG tire la sonnette d'alarme », 27/10/2022, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/crise-humanitaire-au-niger-et-au-sahel-une-ong-tire-la-sonnette-d-alarme-20221027>

Xinhua, « Niger : l'état d'urgence de nouveau prolongé de trois mois dans certaines régions du pays », 21/10/2022, <http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2022/1021/c96852-10161532.html>

Studio Tamani, « Les heurts plus intenses à la frontière entre le Mali et le Niger », 19/09/2022, <https://www.studiotamani.org/115551-les-heurts-plus-intenses-a-la-frontiere-entre-le-mali-et-le-niger>

Studio Kalangou, « La situation sécuritaire dans la région de Diffa », 09/09/2022, <https://www.studiokalangou.org/79668-situation-securitaire-region-diffa>

ActuNiger – Le Souffle de Maradi, « Région de Maradi : un soldat tué et deux autres blessés après l'attaque d'un village de la commune de Gabi par des bandits armés », 18/09/2022, <https://www.actuniger.com/societe/18575-region-de-maradi-un-soldat-tue-et-deux-autres-blesses-apres-l-attaque-d-un-village-de-la-commune-de-gabi-par-des-bandits-armes.html>

Le Sahel, « Situation sécuritaire dans le département de Ouallam, Région de Tillabéri : Retour des populations déplacées du village de Zaroum-Darey dans leur terroir d'attache », 08/08/2022, Office national d'édition de la presse (Onep) – Le Sahel, <https://www.lesahel.org/situation-securitaire-dans-le-departement-de-ouallam-region-de-tillaberi-retour-des-populations-deplacees-du-village-de-zaroum-darey-dans-leur-terroir-dattache/>

Sahelien.com, « Niger : à Tillabéri, la menace terroriste aggrave l'insécurité alimentaire », 07/07/2022, <https://sahelien.com/niger-a-tillaberi-la-menace-terroriste-aggrave-linsecurite-alimentaire/>

Anadolu Agency (AA), « Niger : Mohamed Bazoum souligne une amélioration de la situation sécuritaire à Diffa », 25/06/2022, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-mohamed-bazoum-souligne-une-am%C3%A9lioration-de-la-situation-s%C3%A9curitaire-%C3%A0-diffa/2622600>

Afrique XXI, « À la frontière entre le Niger et le Nigeria, la vie au 'son des armes' », 13/06/2022, <https://afriquexxi.info/A-la-frontiere-entre-le-Niger-et-le-Nigeria-la-vie-au-son-des-armes>

Radio France Internationale (RFI), « Niger: la situation sécuritaire s'aggrave dans le Tillabéri, alerte Ocha », 31/05/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220531-niger-la-situation-s%C3%A9curitaire-s-aggrave-dans-le-tillab%C3%A9ri-alerte-ocha>

TV5 Monde – Agence France-Presse (AFP), « Au Niger, des milliers de déplacés à cause de 'l'escalade de violence' », 26/05/2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/au-niger-des-milliers-de-deplaces-cause-de-l-escalade-de-violence-458061>

France 24, « Sahel : le groupe État islamique multiplie les attaques à la frontière Mali-Niger », 24/05/2022, <https://www.france24.com/fr/afrique/20220524-sahel-le-groupe-%C3%A9tat-islamique-multiplie-les-attaques-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-mali-niger>

Le Sahel, « Sécurité : Montée en puissance des FDS et inversion de la tendance dans la lutte contre le terrorisme », 04/04/2022, Office national d'édition de la presse (Onep) – Le Sahel, <https://www.lesahel.org/securite-montee-en-puissance-des-fds-et-inversion-de-la-tendance-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme/>

Radio France Internationale (RFI), « Niger: nouveau massacre de villageois dans la région de Diffa à la faveur de la baisse des eaux du lac Tchad », 10/03/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220310-niger-nouveau-massacre-de-villageois-dans-la-r%C3%A9gion-de-diffa-%C3%A0-la-faveur-de-la-baisse-des-eaux-du-lac-tchad>

ActuNiger, « Force de défense et de sécurité (FDS) : promotions et nominations d'officiers des Forces Armées Nigériennes (FAN), de la Gendarmerie nationale (GNN) et de la Garde nationale du Niger (GNN) », 29/09/2021, <https://www.actuniger.com/societe/17538-force-de-defense-et-de-securite-fds-promotions-et-nominations-d-officiers-des-forces-armees-nigeriennes-fan-de-la-gendarmerie-nationale-gnn-et-de-la-garde-nationale-du-niger-gnn.html>

Radio France Internationale (RFI), « La mort d'al-Sahraoui, chef de l'EIGS, ne met pas un terme aux violences au Sahel », 17/09/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210917-la-mort-d-al-sahraoui-chef-de-l-eigs-ne-met-pas-un-terme-aux-violences-au-sahel>

LCI, « Qu'est-ce que le groupe État islamique au Grand Sahara, dont le chef a été tué par la France ? », 16/09/2021, <https://www.lci.fr/international/video-qu-est-ce-que-le-groupe-etat-islamique-au-grand-sahara-dont-le-chef-a-ete-tue-par-la-france-2196427.html>

Radio France Internationale (RFI), « Le chef du groupe djihadiste État islamique au Grand Sahara tué par les forces françaises », 16/09/2021, <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20210915-le-chef-du-groupe-jihadiste-etat-islamique-au-grand-sahara-neutralise%C3%A9-par-les-forces-fran%C3%A7aises-emmanuel-macron>

FOUCHER Vincent, « Pourquoi on ne devrait plus parler de 'Boko Haram' », Afrique XXI, 09/09/2021, <https://afriquexxi.info/Pourquoi-on-ne-devrait-plus-parler-de-Boko-Haram>

France 24, « Attaque 'terroriste' au Niger : 15 militaires tués et six portés disparus », 02/08/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210802-niger-15-militaires-tu%C3%A9s-et-six-port%C3%A9s-disparus-apr%C3%A8s-une-attaque-terroriste>

Radio France Internationale (RFI), « Après la mort d'Abubakar Shekau, quel avenir pour Boko Haram? », 20/06/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210620-apr%C3%A8s-la-mort-d-abubakar-shekau-quel-avenir-pour-boko-haram>

Le Monde – Agence France-Presse (AFP), « Nigeria : Boko Haram confirme la mort d'Abubakar Shekau, son chef historique », 17/06/2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/17/nigeria-boko-haram-confirme-la-mort-d-abubakar-shekau-son-chef-historique\\_6084504\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/17/nigeria-boko-haram-confirme-la-mort-d-abubakar-shekau-son-chef-historique_6084504_3212.html)

France 24, « Au moins 19 morts dans l'attaque d'un village de l'ouest du Niger », 18/04/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210418-au-moins-19-morts-dans-l-attaque-d-un-village-de-l-ouest-du-niger>

Voice of America (VOA) – Agence France-Presse (AFP), « Nouveau massacre de civils dans la région de Tillabéri au Niger », 18/04/2021, <https://www.vooafrique.com/a/nouveau-massacre-de-civils-dans-la-r%C3%A9gion-de-tillab%C3%A9ri-au-niger/5857491.html>

France Info – Agence France-Presse (AFP), « Le Niger pris dans la spirale des attaques jihadistes », 06/04/2020, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-niger-pris-dans-la-spirale-des-attaques-jihadistes\\_3902131.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-niger-pris-dans-la-spirale-des-attaques-jihadistes_3902131.html)

Xinhua, « (Bilan 2019) Dégradation continue de la situation sécuritaire au Niger », 01/01/2020, <http://www.nigercapital.info/societe/4979-bilan-2019-degradation-continue-de-la-situation-securitaire-au-niger.html>

Le Monde, « La zone des 'trois frontières', point brûlant de la guerre au Sahel », 27/11/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel\\_6020752\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/27/la-zone-des-trois-frontieres-point-brulant-de-la-guerre-au-sahel_6020752_3212.html)

Sahelien.com, « Niger : à Diffa, 'la situation sécuritaire reste précaire' », 15/08/2019, <https://sahelien.com/niger-a-diffa-la-situation-securitaire-reste-precaire/>

SEIGNOBOS Christian, « Boko Haram a été le révélateur de toutes les haines de voisinage », Le Monde, 03/01/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/03/boko-haram-a-ete-le-revelateur-de-toutes-les-haines-de-voisinage\\_5404864\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/03/boko-haram-a-ete-le-revelateur-de-toutes-les-haines-de-voisinage_5404864_3212.html)

Le Monde – Agence France-Presse (AFP), « Terrorisme : Niamey décrète 'l'état d'urgence' dans trois départements proches du Burkina Faso », 01/12/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/01/terrorisme-niamey-decrete-l-etat-d-urgence-dans-trois-departements-proches-du-burkina-faso\\_5391129\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/01/terrorisme-niamey-decrete-l-etat-d-urgence-dans-trois-departements-proches-du-burkina-faso_5391129_3212.html)

Courrier International, « Le Sahel », s.d., Courrier International – Nos Sources, <https://www.courrierinternational.com/notule-source/le-sahel>

## Autre source

ACLED, Extraction du 25/10/2022, <https://ACLEDdata.com/#/dashboard>